

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



**Conception, réalisation, montage, démontage,
transport et stockage
des stands de l'Urssaf Caisse nationale pour
les salons nationaux**

Appel d'Offres Ouvert

N° de procédure : P2419-AOO-DICOM

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 5 –MONTANT ESTIME DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE	6
ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 11 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	12
ARTICLE 12 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE	13
ARTICLE 13 – PENALITE DE RETARD.....	13
ARTICLE 14 – PRIX DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 15 – REGIME FINANCIER	16
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 17 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	18
ARTICLE 18 – RESPONSABILITE – ASSURANCES	18
ARTICLE 19 – RESILIATION	18
ARTICLE 20 – LITIGES	19
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS	19

Ce document comporte 24 pages.

DEFINITIONS

Chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« **Accord-cadre** » : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

« **Bons de commande** » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« **Pouvoir adjudicateur ou ACOSS** » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé au 36 rue de Valmy, à Montreuil (93100) et qui dispose de 11 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 700, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Montpellier : 13 avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex
- Site de Valbonne : 480 route des Dolines (2 bâtiments) – 06914 Sophia Antipolis
- Site du WI (Montreuil) : 38 rue de la République 93100 MONTREUIL

Le « Titulaire » : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public a pour objet la réalisation de prestations de conception et de fabrication, de montage, démontage, le transport et le stockage des stands de l'Urssaf Caisse nationale pour les salons nationaux. Des prestations complémentaires sont également attendues dans le cadre du présent marché.

Le présent marché public fait l'objet d'un lot unique, le marché n'est donc pas alloté conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique. La dévolution en lots séparés est de nature :

- A rendre techniquement difficile l'exécution des prestations ;
- A rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'ACOSS lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R.2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ACOSS, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2419-AOO-DICOM dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi et son annexe ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2419-AOO-DICOM dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- L'offre financière du titulaire (formalisée dans le cadre de réponse financier) ;
- L'offre technique du titulaire (formalisée dans le cadre de réponse technique).

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 21 du présent CCAP.

ARTICLE 5 –MONTANT ESTIME DE L'ACCORD CADRE

Le montant de l'accord-cadre est estimé sur la durée de l'accord cadre, à titre informatif, **570 957.60 €** HT soit **685 149.12 €** TTC. Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

L'estimation totale et le montant maximum des prestations est la suivante :

Estimations en € HT (reconductions comprises)	Estimations en € TTC (reconductions comprises)	Montant maximum en € HT (reconductions comprises)	Montant maximum en € TTC (reconductions comprises)
570 957.60	685 149.12	685 149.12	822 178.94

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre sera reconduit **3 fois**, afin que la durée totale de l'accord-cadre n'excède pas 48 mois.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de six mois.

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs accord(s) cadre(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Toute communication, orale ou écrite, avec l'ACOSS doit être réalisée en français.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes.

7.1 Emission des bons de commande

La réalisation par le titulaire des prestations est initialisée par l'émission par l'ACOSS d'un bon de commande.

Chaque bon de commande est notifié par l'ACOSS au titulaire au fur et à mesure de ses besoins et pendant toute la durée de validité du marché, déterminée à l'article 6 du présent C.C.A.P.

L'ACOSS adresse le bon de commande au titulaire, soit par télécopie, soit par lettre recommandée avec accusé réception, soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a la seule compétence pour formuler ses observations à l'ACOSS.

7.2 Contenu et durée d'un bon de commande

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- un numéro d'ordre ;
- la référence à l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire

Les bons de commande seront signés par le Directeur de l'ACOSS ou son représentant.

Le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande. Le délai mentionné débutera à compter de la date de sa notification au titulaire, sauf si une date ultérieure différente a été mentionnée par l'ACOSS dans le bon de commande.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'ACOSS doivent être conformes aux délais éventuellement fixés par le titulaire dans l'offre jointe au présent marché et qui constituent un engagement contractuel et ceux précisés par l'ACOSS le cas échéant dans le C.C.T.P.

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'ACOSS dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à 1 an.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE LIVRAISON DU CHANTIER

8-A) Réception des prestations

La réception concerne les livrables de la prestation, à savoir le plan de masse coté du stand sur mesure, et le projet 3D ou les dessins en perspective, au format A3 maximum présentant des perspectives du stand, sous 2 à 3 angles différents du stand adapté sur la base de la proposition technique et fonctionnelle initiale. Le projet de retroplanning intégrant les délais de fabrication en atelier, la durée du montage, et la mise à disposition du stand sur son lieu d'exposition.

La réception des livrables et la réalisation au fur et à mesure des besoins du stand et sa mise à disposition, se fait en application des dispositions du CCAP.

Concernant le transport aller-retour de la structure du stand sur mesure et de ses éléments ainsi que les prestations de chantiers, de montage et de pose sur site, de démontage et de dépose sur site, la décision expresse d'admission, lors de la livraison du chantier, à l'issu des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur devra au préalable établir un procès-verbal de réception des prestations comprenant ses réserves éventuelles. S'agissant de l'ajournement, lorsque la personne publique estime que des fournitures ou des services peuvent être admis moyennant certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les préserver à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué des mises au point.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 48 heures. En cas de refus ou de science du titulaire dans ce délai, les prestations peuvent être admises avec réfaction ou rejetées dans les conditions fixées à l'article 30.1 du CCAG-FCS. La décision doit alors intervenir dans un délai de sept jours. Le silence du pouvoir adjudicateur vaudra décision de rejet.

ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

L'ACOSS peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l'ACOSS, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de d'un jour ouvré à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'ACOSS notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum d'un jour ouvré à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'ACOSS dans les conditions définies ci-dessous.

10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission. La prise en charge des prestations définies dans CCTP implique une obligation de résultats pour le titulaire et mise en œuvre de moyens optimum

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

10.1.2 – Obligation de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information quelle que soit la forme (orale, écrite, électronique...) et quelle que soit la nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'ACOSS pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS, sont strictement couverts par le secret

professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

10.1.3 – Interlocuteurs techniques

10-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ACOSS tout au long de la durée de l'accord-cadre.

10-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congs, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

10-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur unique et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai d'un mois indiqué ci-dessus, l'ACOSS se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues ci-dessous dans le présent CCAP.

10.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

10.1.5 – Protection du système d'information

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'ACOSS (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'ACOSS. Les documents applicables au sein de l'ACOSS sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'ACOSS ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;

- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

10.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS

10.2.1 – Information

L'ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l'ACOSS.

10.2.2 – Obligation de confidentialité

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 10.1.2 ci-dessus, l'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 11 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

11.1 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de la prévention des discriminations et de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations au travail, le titulaire s'engage à réaliser une fois par an (à la date anniversaire) à dresser un bilan de la démarche de progrès du titulaire en matière de diversité en indiquant les engagements qu'il aura entrepris dans le domaine de la diversité et de la lutte contre les discriminations à l'occasion de l'exécution du marché.

11.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Clause papier :

Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format ou équivalent) et/ ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent)

Traçabilité du bois utilisé :

L'ensemble des fournitures en bois utilisées pour les prestations devra être fabriqué majoritairement à partir de bois issus de forêts gérées durablement ou dans une démarche de respect de l'environnement, ne provenant pas d'essences de bois menacées et recensés en annexe I, II et III de la Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ou sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et celles indispensables pour les populations locales en raison de leurs qualités alimentaires, pharmaceutiques ou socioculturelles.

-Interdiction d'utiliser des essences dont l'exploitation commerciale et l'exportation sont prohibées, soit par un accord international reconnu.

Electricité :

Il conviendra de privilégier concernant l'éclairage et la distribution électrique :
Interrupteur, ampoules Led, énergies renouvelables ou toute technologie innovante favorisant l'économie d'énergie et le recyclage des matériaux.

Transport :

Les véhicules doivent répondre aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'air, du type de motorisation, la norme Euro, abonnement, titre de transport...).

Revêtements de sols :

Le titulaire s'assure de l'existence d'une filière de collecte afin que les moquettes et autres déchets soient recyclés. IL utilise de préférence des matériaux recyclables

Mobilier :

Il conviendra de privilégier les mobiliers dans la mesure du possible :

- en carton issu de papier recyclé ou label FSC ou PEFC
- en bois, label FSC ou PEFC

Clause recyclage :

Afin de limiter l'impact environnemental de cette prestation, le titulaire veillera au recyclage de différents matériaux utilisés (acier, bois, bache, etc.).

A cet effet, les bordereaux de suivi des déchets industriels ou tout autre justificatif assurant une démarche environnementale seront à remettre sur simple demande de l'Urssaf :

- dans un délai de 24h maximum si le matériel a déjà été recyclé
- dans un délai de 24h maximum à compter de la date de recyclage

ARTICLE 12 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque bon de commande, l'ACOSS procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'ACOSS peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'ACOSS doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'ACOSS a libre accès aux locaux de ces derniers.

ARTICLE 13 – PENALITE DE RETARD

13.1 – PENALITES DE RETARD

En cas de non-respect par le fait du titulaire des délais d'exécution fixés par le bon de commande, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

- retard inférieur ou égal à 4 heures : 1 demi-journée
- retard entre 4 et 8 heures : 2 demi-journées
- retard entre 8 et 12 heures : 3 demi-journées

Le montant de la pénalité sera égal au poids en pourcentage que représente le retard sur la durée totale du salon.

Exemples :

- retard de 3h30 dans un salon de 2 journées : la pénalité représente une demi-journée rapportée à 2 journées, soit 25% du montant total HT du bon de commande concerné.
- retard de 5h dans un salon de 5 journées : la pénalité représente 2 demi-journées rapportées à 5 journées, soit 20% du montant total HT du bon de commande concerné.

En cas d'impossibilité totale de participer au salon du fait du retard d'exécution de la prestation par le titulaire, la pénalité encourue sera du montant total HT du bon de commande concerné.

Le titulaire pourra présenter ses observations dans le délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de notification du calcul des pénalités. Passé ce délai, les pénalités sont réputées acceptées. Les pénalités dues par le titulaire seront retranchées du plus prochain paiement effectué à son profit.

13.2 PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A L'ENGAGEMENT D'INSERTION

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 100 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, le titulaire encourt une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure adressée par l'ACOSS.

13.3 – PENALITES EN CAS D'AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Si l'ACOSS prend une décision d'ajournement des prestations, celle-ci peut décider d'appliquer au titulaire, une pénalité d'un montant forfaitaire de 500 € par jour ouvré entre la date de l'ajournement et la réception définitive des prestations.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date de la décision d'ajournement et la date de la décision de réception du livrable ou de la prestation à réaliser.

13.4 – RETARD IMPUTABLE A L'ACOSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 14 – PRIX DES PRESTATIONS

14.1 – PRIX DE REGLEMENT

Les prestations sont réglées par application de prix forfaitaires et unitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

14.2 – REVISION DES PRIX

La révision des prix intervient à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire doit transmettre la demande de révision de prix au plus tard 15 jours avant la date d'anniversaire du marché. A défaut, l'Acoss se réserve le droit de refuser la révision de prix ; les prix actuels continueraient alors à s'appliquer.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres : **juin 2024**.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = Po [0,20 + (0,80 \times (0,40 \times (BT51/BT51o) + 0,60 \times (Sy/Syo))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé en HT

Po = prix initial en euro HT du marché

BT51= Index du bâtiment – BTI8a – Menuiserie intérieure en bois – Référence 100 en 2010 identifiant 001710962 – Source : INSEE ; (valeur à la date anniversaire du mois de notification moins 3 mois) ;

BT51o= même l'indice en valeur de base de l'accord-cadre (Valeur de l'indice du mois Mo indiqué à l'acte d'engagement) ;

Sy = indice SYNTC (SY), indice des honoraires de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils, source Usine Nouvelle (valeur à la date anniversaire du mois de notification moins 3 mois) ;

Syo = même indice en valeur de base de l'accord-cadre (Valeur de l'indice du mois Mo indiqué à l'acte d'engagement)

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

14.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à 3 % lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix.

ARTICLE 15 – REGIME FINANCIER

15.1 – AVANCE

Sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5 % du montant bon de commande, pour chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieur à deux mois et inférieure ou égale à un an.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant minimum de l'accord-cadre.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

15.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

15.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Les modalités du règlement des sommes dues au titre du marché sont les suivantes :

- Les prestations forfaitaires sont réglées trimestriellement à terme échu par l'ACOSS à compter de la date de démarrage des prestations.
Pour le premier et le dernier mois, les redevances à payer seront, en cas de mois civil incomplet, déterminées au prorata temporis sur la base d'un mois de trente jours. Pour les mois comportant 31 jours, le 31^{ème} jour est neutralisé.
- Les prestations régulières et complémentaires seront réglées à l'admission de celles-ci.

15.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original, au compte ouvert au nom du prestataire, portant les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

Les factures sont à envoyer à l'adresse suivante :

ACOSS
DGRM – Sous – Direction des Achats
Immeuble Gaumont
36, rue de Valmy
93108 Montreuil cedex

Les factures sont à envoyer aux adresses suivantes :

ACOSS
Direction du système des informations
Département achat des sites pour lesquelles la mission est réalisée

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'ACOSS.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable de l'ACOSS.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seule habilité à présenter à l'ACOSS la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

En fonction de leur taille, les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, ont l'obligation d'adresser à l'ACOSS leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

15.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

15.6 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

ARTICLE 17 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord-cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 19 – RESILIATION

19.1 – RESILIATION UNILATERALE

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'ACOSS peut dans ce cas, ne pas être motivée et stipule la date à laquelle elle devient effective.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS susvisé.

19.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. En cas de non-respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 10.1.2 du présent CCAP ;
2. En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à la clause sociale/environnementale, tel que prévu à l'article 11 du présent CCAP ;
3. En cas de décision de refus de l'ACOSS des prix révisés visés à l'article 14.2 du présent CCAP (le cas échéant en cas de clause de sauvegarde) ;
4. En cas de décision de rejet par l'ACOSS, tel que prévu à l'article 8 du présent CCAP ;
5. L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'ACOSS, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
6. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail.
Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :
<https://www.e-attestations.com>
7. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des produits/prestations défaillants par des produits/prestations au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les produits définitifs ou les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 20 – LITIGES

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS
- L'article 8 du CCAP à l'article 30.3 du CCAG-FCS,
-
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG/FCS.
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.
- L'article 15 déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS